



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 139 de l'ordre du jour

Planification des programmes

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteuse : M^{me} Megayla Ulana **Austin** (Guyana)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 17 septembre 2021, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-seizième session la question intitulée « Planification des programmes » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. Pendant la partie principale de la soixante-seizième session, la Commission s'est réunie en présentiel et par visioconférence, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Elle a examiné la question à ses 3^e et 9^e séances, tenues en présentiel les 13 octobre et 23 décembre 2021. Les déclarations et observations faites au cours des débats tenus en présentiel sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants¹.

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa soixante et unième session ([A/76/16](#)) ;

b) Rapports du Secrétaire général sur le projet de budget-programme pour 2022 : plan-cadre et plan-programme des programmes et sous-programmes et informations sur l'exécution des programmes [[A/76/6 \(Sect. 2\)](#), [A/76/6 \(Sect. 3\)](#), [A/76/6 \(Sect. 3\)/Corr.1](#), [A/76/6 \(Sect. 4\)](#), [A/76/6 \(Sect. 5\)](#), [A/76/6 \(Sect. 6\)](#), [A/76/6 \(Sect. 8\)](#), [A/76/6 \(Sect. 9\)](#), [A/76/6 \(Sect. 10\)](#), [A/76/6 \(Sect. 11\)](#), [A/76/6 \(Sect. 12\)](#), [A/76/6 \(Sect. 13\)](#), [A/76/6 \(Sect. 14\)](#), [A/76/6 \(Sect. 15\)](#), [A/76/6 \(Sect. 16\)](#), [A/76/6 \(Sect. 17\)](#), [A/76/6 \(Sect. 17\)/Corr.1](#), [A/76/6 \(Sect. 18\)](#), [A/76/6 \(Sect. 19\)](#), [A/76/6 \(Sect. 20\)](#), [A/76/6 \(Sect. 21\)](#), [A/76/6 \(Sect. 22\)](#), [A/76/6 \(Sect. 24\)](#), [A/76/6 \(Sect. 25\)](#), [A/76/6 \(Sect. 26\)](#), [A/76/6 \(Sect. 27\)](#), [A/76/6 \(Sect.27\)/Corr.1](#), [A/76/6 \(Sect. 28\)](#), [A/76/6 \(Sect. 29\)](#), [A/76/6 \(Sect. 29A\)](#), [A/76/6 \(Sect. 29A\)/Corr.1](#), [A/76/6 \(Sect. 29B\)](#),

¹ [A/C.5/76/SR.3](#) et [A/C.5/76/SR.9](#).



[A/76/6 \(Sect. 29C\)](#), [A/76/6 \(Sect. 29E\)](#), [A/76/6 \(Sect. 29F\)](#), [A/76/6 \(Sect. 29G\)](#), [A/76/6 \(Sect. 30\)](#), [A/76/6 \(Sect. 30\)/Corr.1](#), [A/76/6 \(Sect. 31\)](#) et [A/76/6 \(Sect. 34\)](#)]

c) Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale ([A/76/69](#)).

II. Examen de projets de résolution

A. Projet de résolution [A/C.5/76/L.5](#)

4. À la 9^e séance, le 23 décembre, le représentant de la Fédération de Russie, s'exprimant également au nom du Bélarus, de la Chine, de Cuba, de la Guinée équatoriale, de l'Iran (République islamique d'), du Kazakhstan, du Nicaragua, de la République arabe syrienne, de la République populaire démocratique de Corée, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe, a présenté un projet de résolution intitulé « Planification des programmes » ([A/C.5/76/L.5](#)).

5. À la même séance, le représentant de la Suisse (s'exprimant également au nom du Liechtenstein) a fait une déclaration et demandé un vote enregistré sur le projet de résolution.

6. À la même séance également, avant le vote, le représentant de la République arabe syrienne, le représentant de la Slovénie (s'exprimant au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de la Macédoine du Nord et du Monténégro, ainsi que de l'Andorre, de la Géorgie, de Monaco, de la République de Moldova et de l'Ukraine, qui se sont associés à la déclaration) et la représentante du Qatar, ont fait une déclaration pour expliquer leur vote.

7. À la 9^e séance également, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a rejeté le projet de résolution par 88 voix contre 22, avec 45 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Namibie, Nicaragua, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Tadjikistan, Togo, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe.

Ont voté contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Botswana, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Koweït, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin,

Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Yémen.

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arménie, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Fidji, Gabon, Ghana, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Jordanie, Lesotho, Libye, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Serbie, Singapour, Somalie, Suriname, Tchad, Viet Nam, Zambie.

B. Projet de résolution [A/C.5/76/L.3](#)

8. À sa 9^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Planification des programmes » ([A/C.5/76/L.3](#)), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant de la Norvège.

9. À la même séance, la représentante du Qatar a proposé oralement un amendement au projet de résolution consistant à insérer un nouveau paragraphe concernant le programme 6 (Affaires juridiques) qui serait ainsi libellé :

« Approuve en outre le plan-programme du programme 6 (Affaires juridiques) du projet de budget-programme pour 2022 figurant dans le rapport du Secrétaire général [[A/76/6 \(Sect. 8\)](#)] » ;

10. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a demandé un vote enregistré sur l'amendement qui était proposé.

11. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté l'amendement qu'il était proposé d'apporter au projet de résolution [A/C.5/76/L.3](#) par 92 voix contre 16, avec 40 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Botswana, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie², Koweït, Lesotho³, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Myanmar, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Sénégal⁴, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Yémen.

² Par la suite, la délégation jordanienne a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

³ Par la suite, la délégation du Lesotho a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

⁴ Par la suite, la délégation sénégalaise a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

Ont voté contre :

Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Algérie, Angola, Arménie, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Burundi, Égypte, Émirats arabes unis, Fidji, Gabon, Ghana, Guinée équatoriale, Inde, Indonésie, Iraq, Kenya, Liban⁵, Libye, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Namibie, Népal, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Singapour, Tchad, Tunisie, Viet Nam and Zambie.

12. À la même séance également, la Commission a adopté le projet de résolution dans son ensemble, tel qu'amendé oralement, sans le mettre aux voix (voir par. 15).

13. À la même séance, après le vote, les représentants du Bélarus et de Cuba, le représentant de la Slovénie (s'exprimant au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de la Macédoine du Nord et du Monténégro, ainsi que de l'Andorre, de la Géorgie, de Monaco, de la République de Moldova et de l'Ukraine, qui se sont associés à la déclaration) et le représentant de la République arabe syrienne ont fait une déclaration pour expliquer leur vote.

14. Après l'adoption du projet de résolution dans son ensemble, tel qu'il avait été amendé oralement, les délégations du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), du Nicaragua, de la République arabe syrienne, de la République populaire démocratique de Corée et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait une déclaration, indiquant qu'elles ne souscrivaient pas à l'amendement apporté oralement au projet de résolution.

⁵ Par la suite, la délégation libanaise a indiqué qu'elle avait eu l'intention de ne pas voter.

III. Recommandation de la Cinquième Commission

15. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Planification des programmes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/234 du 21 décembre 1982, 38/227 A du 20 décembre 1983, 41/213 du 19 décembre 1986, 55/234 du 23 décembre 2000, 56/253 du 24 décembre 2001, 57/282 du 20 décembre 2002, 58/268 et 58/269 du 23 décembre 2003, 59/275 du 23 décembre 2004, 60/257 du 8 mai 2006, 61/235 du 22 décembre 2006, 62/224 du 22 décembre 2007, 63/247 du 24 décembre 2008, 64/229 du 22 décembre 2009, 65/244 du 24 décembre 2010, 66/8 du 11 novembre 2011, 67/236 du 24 décembre 2012, 68/20 du 4 décembre 2013, 69/17 du 18 novembre 2014, 70/8 du 13 novembre 2015, 71/6 du 27 octobre 2016, 72/9 du 17 novembre 2017, 72/266 A du 24 décembre 2017 et 72/266 B du 5 juillet 2018, la section III de sa résolution 72/262 C du 5 juillet 2018 et ses résolutions 73/269 du 22 décembre 2018, 74/251 du 27 décembre 2019 et 75/243 du 31 décembre 2020,

Rappelant également le mandat du Comité du programme et de la coordination, énoncé dans l'annexe à la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, en date du 14 mai 1976,

Rappelant en outre le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation¹, qui disposent que les programmes et sous-programmes du projet de cadre stratégique sont examinés par les organes intergouvernementaux sectoriels, techniques et régionaux qui sont compétents à cet égard, si possible lors de leurs sessions ordinaires,

Ayant examiné le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa soixante et unième session² et la partie II des rapports du Secrétaire général sur le projet de budget-programme pour 2022³, dans laquelle figurent le projet de plan-programme pour 2022 et des informations sur l'exécution des programmes en 2021, ainsi que les lettres datées respectivement du 19 novembre 2021, du 16 novembre 2021 et du 12 novembre 2021, et les annexes les accompagnant, adressées à la Cinquième Commission par la présidence de la Commission économique et financière (Deuxième Commission)⁴, de la Commission des questions

¹ ST/SGB/2018/3.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 16, (A/76/16).

³ A/76/6 (Sect. 2), A/76/6 (Sect. 3), A/76/6 (Sect. 3)/Corr.1, A/76/6 (Sect. 4), A/76/6 (Sect. 5), A/76/6 (Sect. 6), A/76/6 (Sect. 8), A/76/6 (Sect. 9), A/76/6 (Sect. 10), A/76/6 (Sect. 11), A/76/6 (Sect. 12), A/76/6 (Sect. 13), A/76/6 (Sect. 14), A/76/6 (Sect. 15), A/76/6 (Sect. 16), A/76/6 (Sect. 17), A/76/6 (Sect. 17)/Corr.1, A/76/6 (Sect. 18), A/76/6 (Sect. 19), A/76/6 (Sect. 20), A/76/6 (Sect. 21), A/76/6 (Sect. 22), A/76/6 (Sect. 24), A/76/6 (Sect. 25), A/76/6 (Sect. 26), A/76/6 (Sect. 27), A/76/6 (Sect. 27)/Corr.1, A/76/6 (Sect. 28), A/76/6 (Sect. 29), A/76/6 (Sect. 29A), A/76/6 (Sect. 29A)/Corr.1, A/76/6 (Sect. 29B), A/76/6 (Sect. 29C), A/76/6 (Sect. 29E), A/76/6 (Sect. 29F), A/76/6 (Sect. 29G), A/76/6 (Sect. 30), A/76/6 (Sect. 30)/Corr.1, A/76/6 (Sect. 31) et A/76/6 (Sect. 34).

⁴ A/C.5/76/21.

sociales, humanitaires et culturelles (Troisième Commission)⁵ et de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)⁶,

Ayant examiné également le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale⁷,

1. *Réaffirme* le rôle du Comité du programme et de la coordination, principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social pour la planification, la programmation et la coordination ;

2. *Réaffirme* qu'il revient au Comité de vérifier que les programmes d'activité de l'Organisation sont mis en œuvre conformément aux textes adoptés par les organes délibérants et que le Règlement et les règles susmentionnés sont intégralement appliqués ;

3. *Souligne de nouveau* qu'elle-même et ses grandes commissions sont appelées à examiner les recommandations du Comité du programme et de la coordination ayant trait à leurs travaux et à se prononcer sur ces recommandations, conformément à l'article 4.10 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation ;

4. *Souligne* qu'il appartient aux seuls États Membres d'arrêter les priorités de l'Organisation des Nations Unies, que traduisent les textes adoptés par les organes délibérants ;

5. *Réaffirme* que les États Membres doivent être pleinement associés à l'établissement du budget, dès les premières étapes et tout au long du cycle ;

6. *Rappelle* les paragraphes 4 et 5 de l'article 3.2 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, réaffirme que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires et souligne qu'il importe que la Cinquième Commission prenne des décisions sur le budget-programme dans les meilleurs délais ;

7. *Recommande* que, conformément à son mandat, le Comité du programme et de la coordination formule des recommandations concernant l'ensemble des programmes du projet de budget-programme ;

8. *Rappelle* que le Comité du programme et de la coordination est tenu d'examiner les plans-programmes proposés conformément à ses attributions, et accueille favorablement la constance avec laquelle il s'attache à dégager un consensus sur tous les programmes du projet de budget-programme ;

9. *Rappelle également* sa résolution [72/266 A](#), dans laquelle elle a approuvé le remplacement à titre expérimental des exercices budgétaires biennaux par des exercices annuels à compter du budget-programme de 2020 ;

10. *Prie* le Secrétaire général de s'entretenir avec les États Membres et les autres parties prenantes, y compris les directeurs de programme et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, lors de l'établissement du rapport sur l'examen des modifications concernant le cycle budgétaire, en particulier pour ce qui est de la séquence des procédures et pratiques budgétaires ;

⁵ [A/C.5/76/17](#).

⁶ [A/C.5/76/14](#).

⁷ [A/76/69](#).

11. *Réaffirme* qu'aucune modification ne peut être apportée aux méthodes d'établissement du budget, aux procédures et pratiques budgétaires établies ou aux dispositions du Règlement financier sans qu'elle l'ait préalablement examinée et approuvée, conformément aux procédures budgétaires établies ;

12. *Soutient* les mesures prises par le Secrétariat pour approfondir le dialogue avec les directeurs de programme et les aider à rendre l'Organisation plus efficace et davantage axée sur les résultats, et se félicite de la détermination dont il fait preuve et de l'action qu'il mène pour améliorer les aspects du budget-programme liés aux programmes, en particulier pour ce qui est des résultats escomptés, des mesures des résultats et des facteurs externes ;

13. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de veiller à ce que les résultats et, si possible, les mesures des résultats illustrent véritablement les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de l'Organisation et leurs effets, et non ceux imputables à tel ou tel État Membre ;

14. *Rappelle* le paragraphe 15 de sa résolution [74/251](#) et donne de nouveau comme directives au Secrétaire général de veiller à ce que les termes et expressions employés dans le projet de plan-programme aient été arrêtés au niveau intergouvernemental ;

15. *Note* que le texte découlant des décisions qu'elle a prises à ses soixante-quatorzième et soixante-quinzième sessions concernant l'approbation des programmes a été publié sous forme d'additif aux rapports principaux et prie le Secrétaire général d'utiliser des moyens ayant un bon rapport coût-avantage pour publier la version approuvée des plans-programmes ;

16. *Réaffirme*, dans l'éventualité où le Comité du programme et de la coordination ne pourrait pas formuler de conclusions ni de recommandations au sujet de tel ou tel sous-programme ou programme du projet de budget-programme, qu'elle-même ou sa grande commission ou ses grandes commissions chargées de l'exécution des mandats correspondants seront saisies dudit sous-programme ou programme au début de la session afin de faire part à la Cinquième Commission de leurs conclusions et recommandations y relatives dans les plus brefs délais, ou au plus tard quatre semaines après le début de la session, et lui permettre ainsi de les examiner en temps voulu ;

17. *Prend note* du volume accru de la documentation qui constitue le projet de budget-programme, et note avec satisfaction que le Secrétaire général continue de s'attacher à améliorer la qualité, la clarté et la facilité d'utilisation du projet de budget-programme en concertation avec les États Membres, tout en préservant les informations dont les États Membres pourraient avoir besoin ;

18. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les grandes commissions aient accès, à des fins d'information au dernier rapport du Comité du programme et de la coordination dans l'espace qui leur est réservé sur le portail e-deleGATE ;

19. *Prie également* le Secrétaire général de lui proposer, pour examen, des mesures qui permettront d'améliorer et d'appuyer l'efficacité des travaux du Comité du programme et de la coordination, notamment en ce qui concerne la durée des sessions de cet organe et les capacités du secrétariat de la Cinquième Commission et du Comité du programme et de la coordination, et décide que la soixante-deuxième session du Comité sera prolongée et durera cinq semaines ;

20. *Fait siennes* les conclusions et recommandations que le Comité du programme et de la coordination a formulées dans son rapport sur les travaux de sa soixante et unième session concernant le projet de budget-programme pour 2022 et

l'exécution des programmes en 2020⁸ ainsi que l'évaluation⁹, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que lesdites recommandations soient appliquées dans les meilleurs délais ;

21. *Approuve*, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, pour les programmes 3, 7, 14, 20 et 23 du projet de budget-programme pour 2022, des descriptifs de programme recouvrant uniquement la liste des mandats au niveau des programmes et les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 71/6 et les produits retenus pour 2022 au niveau des sous-programmes ;

22. *Approuve également*, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, pour les programmes 1, 4, 24 et 28 du projet de budget-programme pour 2022, des descriptifs de programme recouvrant uniquement la liste des mandats au niveau des programmes et les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 75/243 et les produits retenus pour 2022 au niveau des sous-programmes ;

23. *Approuve en outre* le plan-programme du programme 6 (Affaires juridiques) du projet de budget-programme pour 2022 figurant dans le rapport du Secrétaire général¹⁰ ;

24. *Fait siennes* les conclusions et les recommandations que le Comité du programme et de la coordination a formulées en ce qui concerne le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2020¹¹, l'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique¹² et le rapport du Corps commun d'inspection¹³.

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 16*, (A/76/16), chap. II, sect. A.

⁹ Ibid., sect. B.

¹⁰ A/76/6 (Sect. 8).

¹¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 16*, (A/76/16), chap. III, sect. A.

¹² Ibid., sect. B.

¹³ Ibid., chap. IV.